

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Derrière les mensonges sur la "démocratie" et la "paix" LA BARBARIE CAPITALISTE

■ La paix entre Israël et l'OLP est enfin possible ! Le régime de l'apartheid est enfin abattu !

A en croire les plumitifs de la classe dominante, grâce aux élections "démocratiques", une perspective d'avenir serait en train de s'ouvrir pour les masses opprimées auparavant par le régime "raciste" de De Klerk ; grâce à la création d'un mini Etat palestinien, la paix serait désormais en train de se construire dans cette région du Moyen-Orient.

Ces deux événements "historiques" surviennent au moment même où les fanfares de l'Etat bourgeois s'apprêtent à célébrer en grandes pompes l'anniversaire du débarquement de juin 1944, annonçant la victoire du camp "démocratique" des "Alliés" contre le nazisme.

C'est sous les auspices de la paix et de la démocratie que toute la classe capitaliste, de gauche comme de droite, orchestre aujourd'hui une gigantesque campagne destinée à mystifier les ouvriers. On veut leur faire croire que

l'Etat démocratique et ses institutions libérales, aujourd'hui comme hier, sont les seuls capables de mettre fin à l'oppression et à la barbarie guerrière. Mensonges ! La "victoire" de l'OLP comme celle de Mandela ne réserve qu'un seul avenir aux exploités : misère, répression et chaos. Quelle que soit la clique dirigeante, qu'elle soit noire ou blanche, islamiste ou juive, c'est toujours le capitalisme qui règne en maître en Afrique, au Moyen-Orient comme partout dans le monde.

Mais derrière toutes ces campagnes, la classe dominante cherche surtout à masquer l'envers du décor et à justifier ces propres crimes. Ce qu'on veut nous faire oublier, c'est la réalité de la barbarie sanglante du capitalisme dont les grandes démocraties d'Europe et d'Amérique sont les principales responsables.

Ce sont elles qui, dans la guerre en ex-Yougoslavie, n'ont cessé de souffler sur les braises pour la défense de leurs seuls intérêts impérialistes dans

les Balkans. Aujourd'hui, les plus fervents défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme réclament encore à cor et à cri la levée de l'embargo sur les armes en Bosnie. Toutes les figures emblématiques du "progrès" et de la "civilisation". Le PS, les trotskistes de la LCR et tout le gratin de l'intelligentsia bourgeoise, de BHL à Schwarzenberg, se retrouvent aujourd'hui côte à côte dans un front uni pour la défense des intérêts de l'Etat français en ex-Yougoslavie. Ainsi, après le slogan belliciste "*des armes pour la Bosnie!*", c'est sous le mot d'ordre "*l'Europe commence à Sarajevo*" que tous ces va-t-en-guerre de gauche et d'extrême-gauche viennent de sceller leur union sacrée. En exhortant les prolétaires à voter aux élections européennes, au nom de l'action "humanitaire" et de la paix, ces vautours impérialistes nous appellent maintenant à cautionner leur participation au déchaînement du chaos et des massacres.

Mais l'infamie de l'Etat démocratique ne se limite pas à l'hypocrisie impérialiste de ses porte-drapeau dans le conflit yougoslave. Le déchaînement de l'horreur au Rwanda vient aujourd'hui dévoiler au grand jour le vrai visage de la "civilisation" et de la "démocratie". Une fois encore, les "grands", et en premier lieu l'Etat français, ont joué les pousés au crime, en soutenant militairement une clique tribale contre une autre. C'est sur l'autel des intérêts concurrents de la France, des USA et de la Belgique, que sont sacrifiées des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, victimes des tueries et des pires atrocités (voir article ci-dessous).

Ainsi, la mascarade de l'anniversaire de la "Libération" arrive à point nommé pour nous faire oublier les "crimes contre l'humanité" perpétrés depuis des décennies par la classe dominante des pays "civilisés". On veut nous faire croire que les grandes démocraties ne font la guerre que pour de "justes causes" : contre le totalitarisme, contre les génocides perpétrés par des régimes barbares. Rien n'est plus faux ! La seule "juste cause" pour toutes les fractions du capital, c'est la défense de leurs sordides intérêts impérialistes dans l'arène mondiale. Les démocraties d'Europe et d'Amérique, tout comme l'Etat nazi ou stalinien, n'ont jamais lésiné sur les moyens d'extermination massive des popula-

tions. C'est sans aucun état d'âme qu'elles ont déchaîné à la fin de la seconde guerre mondiale un déluge de bombes et de feu sur les populations ouvrières de Dresde, Hambourg, Hiroshima et Nagasaki. C'est sans aucun scrupule "humanitaire" qu'elles n'ont cessé depuis 1945 de semer la terreur et la mort dans toutes les croisades impérialistes qu'elles ont menées aux quatre coins du monde, comme on l'a vu encore récemment lors la guerre du Golfe.

Il n'existe aucune différence de nature entre l'Etat démocratique et l'Etat totalitaire. Ce sont deux visages de la même dictature sanglante du capital.

Face à toutes ces campagnes tapageuses, la classe ouvrière doit se détourner des sirènes démocratiques qui cherchent à l'entraîner derrière la défense de l'Etat capitaliste. Elle doit se souvenir qu'à chaque fois qu'elle a choisi un camp bourgeois contre un autre, en confondant ses intérêts avec ceux de ses exploités, elle l'a payé au prix du sang. Le seul terrain sur lequel elle puisse mener le combat contre l'oppression et la terreur capitalistes, c'est celui de la lutte unie contre la misère et l'exploitation. Ce n'est qu'en développant ces combats partout dans le monde qu'elle pourra un jour trouver la force d'abattre ce système décadent avant qu'il ne détruise toute l'espèce humaine.

Camille (28 mai 1994)

RWANDA

L'impérialisme français, principal responsable de l'horreur

■ L'effroi. 500 000 êtres humains morts assassinés, pourrissant dans les campagnes, les forêts, charriés dans les fleuves par milliers jusqu'au lac Victoria, source du Nil, et aujourd'hui porteur de cadavres qui vont semer la maladie, les épidémies et la mort dans les régions avoisinantes. Ce sont encore toutes ces populations qui fuient en désordre les massacres, laissant tout derrière elles, provoquant l'exode le plus massif jamais enregistré dans l'histoire. Tout cela sous l'oeil impavide et froid des "grandes démocraties civilisées", qui parlent hypocritement de "génocide" par la voix de Boutros-Ghali ; alors que ce sont elles qui ont provoqué et alimenté de leurs mains ce carnage et cet holocauste odieux. Les cadavres remplissant les rues par monceaux, les hôpitaux détruits, les enfants égorgés dans leurs berceaux par des hordes de tueurs déchaînés, d'adolescents et d'enfants fanatisés, toutes ces horreurs ont

été préparées dans les bureaux lambrissés d'états-majors hautement "démocratiques" et "humanitaires". On nous dit évidemment qu'il s'agit là de l'Afrique "sauvage", d'un affrontement ethnique soi-disant vieux comme le monde entre deux races. Voilà l'explication toute trouvée, quand ce sont les impérialismes les plus puissants de la planète qui ont attisé cette haine entre deux castes sociales (qu'on veut faire passer pour "raciale" ou "ethnique"), afin d'en tirer profit pour leurs répugnants calculs stratégique-militaires. Ce sont elles et elles seules qui sont responsables de l'éclatement de cette violence au Rwanda, de ce chaos monstrueux à l'image de leur système, le capitalisme, qui se décompose chaque jour toujours plus.

Depuis les années cinquante et jusqu'à l'effondrement du bloc de l'Est, les nouveaux Etats africains ont été l'enjeu

des affrontements entre les deux grands blocs impérialistes. Ces Etats, nés de la décolonisation, la plupart d'entre eux gouvernés par des pantins à la botte des impérialismes dominants, ont été depuis l'enjeu de luttes incessantes pour le pouvoir en lien direct avec les convoitises des deux grands blocs impérialistes.

Aujourd'hui, à la suite de l'écroulement du bloc impérialiste régenté par l'URSS et de la disparition du bloc de l'Ouest, l'Afrique n'a pas retrouvé le moindre apaisement dans un quelconque «nouvel ordre mondial». Au contraire, les pays africains sont maintenant l'enjeu des puissances naguère «alliées» dans l'ancien bloc occidental. Et plus particulièrement à l'heure actuelle, c'est la France qui doit affronter les fermes intentions des Etats-Unis de réduire à néant son influence sur le continent africain.

(SUITE PAGE 5)

SOMMAIRE

FRANCE

Grève à Air Inter et dans les hôpitaux : les syndicats minent le terrain p. 2
"Marche contre le chômage" p. 2
Une manoeuvre de la bourgeoisie pour encadrer et diviser la classe ouvrière p. 2
Fête de "Lutte Ouvrière" : les saboteurs trotskistes à l'oeuvre p. 6

CRISE ECONOMIQUE

L'explosion du chômage, c'est la faillite du capitalisme p. 2

COMMÉMORATION DU DEBARQUEMENT DE 1944

N'oublions jamais les crimes des "grandes démocraties" p. 3
Manifeste de la Gauche Communiste aux prolétaires d'Europe (juin 1944) p. 3
Le PCF célèbre son grand crime p. 3

SITUATION INTERNATIONALE

Afrique du Sud : la victoire de Mandela n'est pas celle de la classe ouvrière p. 4
Elections européennes : une affaire entre cliques bourgeoises p. 4
Bosnie : les grandes puissances fauteurs de guerre p. 4
Yemen : les grandes puissances attisent le chaos p. 5
Autonomie palestinienne : misère et répression toujours p. 5

XIe CONGRES DE RI

Résolution sur la situation internationale (II) p. 8
La perspective de reprise des combats de classe p. 8

L'EXPLOSION DU CHOMAGE, C'EST LA FAILLITE DU CAPITALISME

Nous publions ci-dessous des extraits d'un article paru dans la dernière livraison de notre Revue Internationale (n°77) et consacré à l'explosion du chômage dans le monde. Nous renvoyons le lecteur à cette publication pour une approche plus large du problème, notamment les fausses «solutions» au chômage mises en avant aujourd'hui par la bourgeoisie.

■ Un rapport de l'Organisation internationale du travail affirme qu'il y a aujourd'hui 30 % des travailleurs dans le monde qui sont chômeurs ou sous-employés. Cela fait 820 millions de personnes : 120 millions sont des chômeurs officiellement «enregistrés», 700 millions sont des «sous-employés». Quelle est la signification de cette nouvelle aggravation du chômage ? Quelles perspectives pour la lutte de classe ?

La signification du développement chronique et massif du chômage

Plus l'idéologie dominante, dans la foulée des campagnes sur « l'effondrement du capitalisme », présente le capitalisme comme la seule forme d'organisation sociale possible pour l'humanité moderne, plus les ravages occasionnés par la subsistance de ce système s'avèrent dévastateurs. Le chômage, source de misère, d'exclusion, de désespoir, ce fléau qui incarne au plus haut point l'impitoyable et absurde dictature du profit capitaliste sur les conditions d'existence de l'immense

majorité de la société, constitue sans aucun doute la plus significative de ces calamités (...).

D'après un récent sondage, parmi les personnes qui ont un travail aux Etats-Unis, 40 % ont déclaré craindre le perdre dans l'année qui vient. Les emplois créés le sont, pour l'essentiel, dans le secteur tertiaire. Une grande partie est constituée par des « services » tels que garer des voitures dans les grands restaurants, promener des chiens, garder des enfants, emballer des paquets aux caisses des super-marchés, etc. A coup de « petits boulots », on transforme les chômeurs en valets à (très) bon marché... 30 millions de personnes, soit 25 % de la population active américaine, sont en-dehors du circuit normal de l'emploi, c'est-à-dire vivent directement sous la pression du chômage.

Quelles que soient les formes que prend la maladie, aux Etats-Unis ou en Europe, dans les pays industrialisés ou dans les pays sous-développés, le chômage est devenu effectivement « le problème numéro un » de notre époque.

Quelle est la portée de cette réalité ? Pour la classe ouvrière la signification négative du chômage est une évidence qu'elle vit quotidiennement. Pour le prolétaire qui ne trouve pas de travail, c'est l'expulsion de ce qui constitue la base des relations sociales : le processus de production. C'est, pendant quelque temps, lorsqu'il a la chance de recevoir des allocations, l'impression de vivre en « parasite » de la société, puis c'est l'exclusion, la misère totale. Pour celui qui travaille, c'est l'obligation de supporter toujours plus les « abus » de la classe dominante, au nom du chantage : « si tu n'est pas

content, il y a des milliers de chômeurs qui sont prêts à prendre ta place ». Pour les prolétaires, le chômage, en tant que réalité et en tant que menace, constitue une des plus efficaces formes de répression, une des pires aggravations de tout ce qui fait de la machine capitaliste un instrument d'exploitation et d'oppression.

La signification négative du chômage peut apparaître cependant moins évidente pour la classe capitaliste. D'une part, celle-ci subit le classique aveuglement des classes exploiteuses, incapables de percevoir véritablement les méfaits sociaux de leur domination ; d'autre part, elle a besoin de croire et de faire croire que l'irrésistible montée du chômage depuis plus d'un quart de siècle constitue, non pas une maladie propre à la sénilité historique de son système, mais un phénomène presque « naturel », une sorte de fatalité due au progrès technique et aux nécessités d'adaptation du système. « Il faut s'y faire, mes amis, les emplois d'hier ne reviendront pas, » déclarait le secrétaire américain au Travail, Robert Reich, pendant la réunion du G7 sur le chômage.

En fait, la propagande sur « la nouvelle reprise » essaie de théoriser la situation qui se développe dans certains pays (Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada), où la production a recommencé de croître, sans que pour autant

le chômage se soit significativement réduit.

Mais il n'y a rien de « naturel » ni de « sain » dans le développement massif du chômage. Même du point de vue de la santé du capitalisme lui-même, le développement chronique et massif du chômage est une manifestation non équivoque de décrépitude.

Pour la classe capitaliste, le chômage constitue une réalité qui, dans un premier temps du moins, par le chantage qu'il permet de pratiquer, renforce son pouvoir sur les exploités et lui permet de mieux les saigner, ne fut-ce que par la pression qu'il exerce à la baisse sur les salaires. C'est une des raisons pour lesquelles la classe dominante a toujours besoin d'un volant de chômage permanent.

Mais ce n'est là qu'un aspect des choses. Du point de vue du capital, au-delà d'un minimum, le développement du chômage constitue un facteur négatif, destructeur de capital, il est la manifestation d'une maladie. Le capital ne se nourrit que de chair prolétarienne. La substance du profit, c'est du travail vivant. Ce ne sont ni les machines, ni les matières premières qui lui fournissent le profit, mais le « sur-travail » des exploités. Lorsque le capital licencie de la force de travail, il se prive de la source véritable de son gain. S'il le fait, ce n'est pas parce qu'il aime ça, mais parce que les conditions du marché et

les impératifs de rentabilité le lui imposent.

L'enfoncement chronique dans le chômage massif traduit dans la réalité deux contradictions fondamentales, mises en évidence par Marx, qui condamnent historiquement le capitalisme :

- l'incapacité de ce dernier à créer, par ses propres mécanismes, un marché solvable suffisant pour écouler toute la production qu'il est en mesure de réaliser ;

- la nécessité de « remplacer des hommes par des machines » pour assurer sa compétitivité, ce qui se traduit par une tendance permanente à la baisse du taux de profit.

L'actuelle explosion du chômage, qui vient s'ajouter à la masse de chômeurs qui s'est accumulée pendant plus de vingt-cinq ans de 1967 à aujourd'hui, n'a rien à voir avec une « salubre restructuration » due au « progrès ». Elle représente au contraire la preuve pratique de l'impuissance définitive du système capitaliste (...).

Quelles perspectives pour la lutte de classe ?

Même s'il venait à connaître un véritable effondrement économique, le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même pour autant. Sans l'action révolutionnaire du prolétariat, ce système

(SUITE PAGE 5)

AIR INTER, HOPITAUX Les syndicats minent le terrain

■ Après le « succès » syndical à Air France (voir notre article du mois dernier) la bourgeoisie et ses syndicats s'activent à nouveau pour étendre leurs manoeuvres. Les syndicats de Chausson « mobilisent » les ouvriers afin d'obtenir... un sursis aux licenciements, et surtout les pousser à « réfléchir sur l'avenir de l'entreprise ». Ils ont organisé une « journée morte » à Air Inter le 17 mai pour défendre l'autonomie de gestion vis à vis de Air France et mettre en avant comme arguments la « compétitivité » de la compagnie. « Lutter contre la casse de l'outil que constitue l'entreprise nationale », voilà le mot d'ordre derrière lequel les syndicats embarquent les travailleurs ! La liste des journées d'action syndicales durant ce mois de mai est impressionnante.

Mais c'est sur le secteur hospitalier que c'est focalisé l'attention des syndicalistes de tout poils pour mener leur sale besogne de divisions dans les rangs ouvriers.

Fiers de leur bilan de la lutte des infirmières d'octobre 1988 (voir à ce sujet notre brochure), qui n'avait été qu'une gigantesque manoeuvre contre la classe ouvrière, visant à démontrer que le corporatisme pouvait payer, nos fervents défenseurs du service public remettent ça.

S'appuyant sur un mécontentement véritable et un désir de résister aux attaques que le gouvernement assène dans ce secteur (« circulaire Veil » visant à diminuer le nombre de jours de

congrés annuels, et la suppression de 20 000 lits, avec pour corollaire la suppression de postes), la bourgeoisie par l'entremise de ses syndicats développe le poison du corporatisme et organise le saucissonnage des luttes. Le terrain social est de nouveau labouré pour miner le terrain. La bourgeoisie avait d'ailleurs annoncé la couleur par la bouche du secrétaire de FO, Blondel : « Un conflit social va très prochainement éclater dans les hôpitaux » à « L'Heure De Vérité » sur France 2, le 1er mai.

Ainsi, depuis le début de l'année, ce n'est pas moins de 150 conflits locaux, émaillés à partir du 27 avril de quatre « journées d'action », qui ont agité ce secteur.

Tout ce battage ne vise qu'à « lâcher la vapeur » et à épuiser les travailleurs dans des journées d'actions stériles et sans lendemains. Toutes les occasions sont bonnes pour entraîner les ouvriers sur le terrain corporatiste de la défense du statut, pour les diviser et les enfermer dans l'entreprise ou bien la profession. C'est dans deux secteurs faibles de la classe ouvrière, la santé et le transport aérien, que la bourgeoisie manoeuvre en mettant en avant des « revendications » corporatives ou nationalistes. En enfermant ainsi les prolétaires dans la défense de « leur statut », les syndicats ne cherchent qu'à mener à la défaite, paquet par paquet, les prolétaires.

Yannis

"MARCHE CONTRE LE CHOMAGE" Une manoeuvre de la bourgeoisie pour encadrer et diviser la classe ouvrière

■ Depuis le 6 avril, à partir d'une trentaine de villes, plusieurs « marches pour l'emploi » se terminant par une grande manifestation à Paris le 28 mai rassemblant des milliers de personnes, selon diverses sources médiatiques, ont été organisées dans toute la France à l'initiative d'un collectif baptisé « AC ! » (« Agir ensemble contre le chômage »). De qui s'agit-il ? Formé il y a près d'un an par une brochette de syndicalistes de tout poil (CGT, CFTD, FSU, FEN, CERC, SUD, SNUL...) se donnant explicitement l'objectif de « rénover le mouvement syndical », ce collectif et son projet de série d'actions sur le chômage ont été réactivés depuis quelques mois grâce à l'appui d'un large cartel d'organisations. Non seulement les quelques dizaines de « SDF » qui ont servi de marcheurs « permanents » ont bénéficié d'une publicité médiatique régulière mais ils ont été reçus en grandes pompes par les élus locaux des municipalités du PS comme du PC. En fait, une telle « initiative » a été soutenue à bout de bras par la gauche et plusieurs dizaines d'organisations bourgeoises satellites, allant des Verts jusqu'à la LCR trotskiste en passant par le Comité des sans logis, SOS-Racisme ou la Confédération paysanne. Ce sont bien les mêmes saboteurs professionnels que ceux auxquels les ouvriers sont en permanence confrontés dans les entreprises, les grèves, les manifestations.

Mais quel est le programme de tous ces spécialistes bourgeois de l'encadrement et du dévoiement de la colère ouvrière ? La réponse se trouve clairement dans leur journal « La Marche » qui, dans son n°4 daté du 20 mai proclame : « Oui à la réduction du temps de travail, oui au partage des richesses entre tous et toutes ! ». Ainsi, derrière leur spectaculaire agitation, la fausse alternative qu'ils proposent aux prolé-

taires pour « combattre le chômage » est strictement identique à celle dans laquelle l'ensemble de la bourgeoisie et le gouvernement essaient de coincer les ouvriers.

Une « solution au chômage », le partage du travail et des salaires ? Mais c'est précisément ce qu'imposent déjà les patrons aujourd'hui aux ouvriers dans un certain nombre d'entreprise en exerçant leur chantage aux licenciements. C'est exactement ce qui sert d'alibi au gouvernement pour porter ses attaques dans les différents « plans emploi » qu'il met en place. D'ailleurs, même s'ils ont des illusions sur le « partage » du travail et des salaires, les ouvriers ne peuvent pas accepter de telles mesures : le problème du chômage pèse déjà trop lourdement sur leurs épaules et dans leur vie quotidienne. Existe-t-il encore une famille ouvrière qui n'ait pas au moins un chômeur à entretenir ? Quant aux balivernes sur « le partage des revenus entre tous » qui reviennent à « demander » aux capitalistes d'abandonner « une part de leurs profits », cela ne sert qu'à embrigader les prolétaires dans une logique gestionnaire en cherchant à leur faire croire qu'une autre répartition des richesses sociales est possible dans le capitalisme. Quand « AC ! » réclame « l'abolition du chômage », cela ne sert qu'à semer les pires illusions dans la tête des ouvriers.

En fait, cette marche et la campagne idéologique qui l'accompagne, répondent à plusieurs objectifs pour la bourgeoisie :

- elles servent à masquer aux yeux de tous les ouvriers l'origine et le sens réel du chômage massif dans la société actuelle, révélateur de la faillite irréversible du capitalisme. Il s'agit par là de brouiller leur conscience sur la nécessité de lutter contre ce système dans son ensemble et de le renverser ;

- en se chargeant de l'encadrement spécifique des chômeurs, les forces bourgeoises qui soutiennent « AC ! » ou qui oeuvrent dedans, effectuent le même sale boulot de division que dans les entreprises, opposant ici directement les intérêts de ceux qui ont du travail et de ceux qui n'en ont pas. Alors que le chômage est un problème qui concerne toute la classe ouvrière, leur tâche est d'enfermer les ouvriers privés d'emploi dans une « lutte particulière » pour épuiser leur combativité, en poussant le reste des ouvriers à les considérer comme une catégorie à part ;

- leur agitation s'inscrit dans une manoeuvre d'occupation préventive et de quadrillage de tout le terrain social. Dès à présent, la bourgeoisie est en train de construire des structures d'encadrement prêtes à cueillir la nouvelle vague d'ouvriers qui seront réduits au chômage dans les mois à venir. C'est pourquoi « La Marche » préconise sans ambiguïté : « Il faut une organisation des chômeurs et des précaires, aux côtés des organisations de salariés ». C'est pourquoi leur marche d'aujourd'hui n'est désignée que comme une première étape. Un calendrier a déjà été établi : rencontre nationale des structures organisant les chômeurs et précaires prévue le 2 juillet, assises de ces mêmes organisations les 30 septembre et 1er octobre, mise en place de « Maisons de la solidarité », rencontres avec les fédérations syndicales de salariés, etc.

Les prolétaires doivent se détourner résolument de telles manoeuvres d'encadrement et de division. Ils doivent refuser de se laisser enfermer et organiser dans des catégories distinctes : les « chômeurs » d'un côté, les « actifs » de l'autre. Face au problème du chômage, il n'existe pas de solution en dehors de la lutte collective de la classe ouvrière.

YK (28 mai 1994)

FACE A LA GUERRE IMPERIALISTE, LES PROLETAIRES N'ONT AUCUN CAMP A DEFENDRE

Les commémorations du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, les festivités organisées en grandes pompes en souvenir du débarquement de Normandie du 6 juin 44 sont l'occasion pour la bourgeoisie de relancer dans toute son ampleur sa campagne démocratique : dans cette guerre la barbarie n'aurait soi-disant été que d'un seul côté, celui de puissances de l'Axe, tandis que pour nos vertueuses démocraties, il n'aurait s'agit que de défendre les sacro-saints principes démocratiques et de liberté. Contre ces mensonges, nous publions ci-dessous d'une

part de larges passages de l'article "Les crimes des grandes démocraties", paru dans notre Revue Internationale n°66, qui s'attache à dénoncer le mensonge de la nature de la seconde guerre mondiale, soi-disant "guerre de la démocratie contre le fascisme, guerre du droit et de la morale contre la barbarie nazie", d'autre part des extraits d'un texte de la Gauche Communiste de France, paru en 1944, qui dénonçait l'embrigadement de la classe ouvrière dans la boucherie impérialiste.

N'oublions jamais les crimes des "grandes démocraties"

■ Dès son arrivée au pouvoir en 1940, le chef d'Etat de la plus vieille démocratie, l'Angleterre, en même temps que le véritable dirigeant politique de la guerre, côté alliés, Winston Churchill, met sur pied son "Bomber Command", noyau central des bombardiers lourds devant aller semer la terreur dans les villes allemandes.

La terreur des bombardements sur les civils allemands

Pour justifier cette mise au point d'une véritable stratégie de la terreur Churchill utilisera les bombardements massifs allemands sur Londres et Coventry durant l'automne 1940 et celui sur Rotterdam, en exagérant délibérément la portée de ce dernier (...) La couverture idéologique ainsi assurée, Lindemann, le conseiller de Churchill, peut en mars 1942 faire la suggestion suivante : "une offensive de bombarde-

ments extensifs pourrait saper le moral de l'ennemi pourvu qu'elle soit dirigée contre les zones ouvrières des 58 villes allemandes ayant chacune une population de 100.000 habitants..." (...)

L'utilisation massive de bombes incendiaires, lors du bombardement de Hambourg en juillet 1943, provoqua la mort de 50.000 personnes, fait 40.000 blessés, pour l'essentiel dans des zones résidentielles et ouvrières (...) A Kassel, en octobre 1943, près de 10.000 civils périrent dans une gigantesque tempête de feu (...) Début 1944, les raids de terreur sur Darmstadt, Königsberg, Heilbronn, firent plus de 24.000 victimes parmi les civils. A Braunschweig, perfectionnant leur technique au point qu'aucun mètre carré des zones d'habitations ne put échapper aux bombes incendiaires, 23.000 personnes furent prises au piège du brasier gigantesque qu'était devenu le centre ville. Cependant le black-out était total, et un géné-

ral américain déclare à cette époque : "A aucun prix nous ne devons permettre aux historiens de cette guerre de nous accuser d'avoir dirigé les bombardements stratégiques sur l'homme de la rue". Quinze jours avant cette déclaration, un raid US sur Berlin avait provoqué la mort de 25.000 civils, ce dont était parfaitement au courant ce général (...).

Cette stratégie de la terreur (...) visait trois objectifs : accélérer la chute et la défaite militaire de l'Allemagne en sapant le moral de la population, étouffer par le feu toutes possibilités de révoltes, et plus encore, de surgessements prolétaires. Ce n'est pas un hasard si les bombardements de terreur se sont systématisés au moment même où des grèves ouvrières éclataient en Allemagne et où, depuis la fin 1943, les désertions au sein de l'armée allemande tendaient à s'amplifier. Churchill, qui avait fait ses premières armes de boucher

contre la révolution russe, était particulièrement attentif à ce danger. Enfin, en 1945, avant la conférence de Yalta de février, il s'agissait de se placer, grâce à ces bombardements, en position de force face à une avancée de l'armée russe jugée trop rapide.

Le déchaînement de barbarie par ces raids aériens (...) trouva son paroxysme à Dresde en février 1945. A Dresde il n'y avait aucune industrie importante, ni installation militaire ou stratégique, et c'est cette absence qui fit de Dresde une ville refuge pour des centaines de milliers de réfugiés fuyant les bombardements et l'avancée de "l'armée rouge", aveuglés qu'ils étaient par la propagande "démocratique" des Alliés, persuadés que Dresde ne serait jamais bombardée (...) En bombardant Dresde

les 13 et 14 février 1945, la bourgeoisie anglaise et américaine savait parfaitement qu'il s'y trouvait alors près d'un million et demi de personnes, dont un grand nombre de femmes et d'enfants réfugiés, de blessés et aussi de prisonniers de guerre. 650.000 bombes incendiaires tombèrent sur la ville produisant la plus gigantesque tempête de feu (...) Le 14 février, 450 fortresses volantes américaines déversèrent encore 771 tonnes de bombes incendiaires. Le bilan de 250.000 morts fut sans conteste l'un des plus grands crimes de guerre de la seconde boucherie mondiale (...) Ordonnant le bombardement de Chemnitz les jours suivants, le commandement ne s'embarrasse plus d'aucune précaution oratoire. Il déclare

(SUITE PAGE 6)

Manifeste de la Gauche Communiste aux prolétaires d'Europe (Juin 1944 - Extraits)

Sur les fronts russe, français, italien, des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans sont en train de s'entre-égorger pour les intérêts exclusifs d'un capitalisme sordide et sanglant qui n'obéit qu'à ses lois, le profit, l'accumulation. (...) Dans chaque pays, on vous a mobilisé sur des idéologies différentes mais ayant le même but, le même résultat, vous jeter dans le carnage les uns contre les autres, frères contre frères de misère, ouvriers contre ouvriers.

Le fascisme, le national-socialisme revendiquant l'espace vital pour leurs masses exploitées, ne font que cacher leur volonté farouche de s'arracher eux-mêmes de la crise profonde qui les minait par la base. Le bloc des anglo-russo-américains voulait, paraît-il, vous délivrer du fascisme pour rendre vos libertés, vos droits, mais ces promesses n'étaient que l'appât pour vous faire participer à la guerre pour éliminer, après l'avoir enfanté, le grand concurrent impérialiste, le fascisme, périmé en tant que mode de la domination et de vie du capitalisme. (...)

On vous dit, on voudrait vous faire croire que cette guerre n'est pas comme toutes les autres. On vous trompe. Tant qu'il y aura des exploités et des exploités, le capitalisme c'est la guerre, la guerre c'est le capitalisme. (...)

Prolétaires, ouvriers et soldats d'Allemagne, le national-socialisme de Hitler et l'opportunisme de la IIIe Internationale vous ont fait croire que votre sort était lié à la lutte contre le traité de Versailles. Cette fausse lutte ne pouvait que vous rattacher au programme de votre capitalisme qui se traduisait par un esprit de revanche et la préparation de la guerre actuelle. Vos intérêts de prolétaires sont uniquement liés aux intérêts de tous les exploités d'Europe

et du monde entier. Vous occupez une place primordiale pour imposer la fin du monstrueux carnage. En suivant l'exemple du prolétariat italien, vous devez engager la lutte contre la production de guerre, vous devez refuser de vous battre contre vos frères ouvriers. Votre révolte doit être une manifestation de lutte de classes. Elle doit se traduire dans les grèves et les agitations de masses. Comme en 1918, le sort de la révolution prolétarienne est soumis à votre capacité de briser les chaînes qui vous attachent à la monstrueuse machine de l'impérialisme allemand. (...)

Ouvriers français, l'envahissement de la France a été exploité par tous les responsables du conflit, de gauche et de droite, pour entretenir dans vos esprits une volonté de revanche et de haine contre les prolétaires allemands et italiens, qui comme vous, n'ont eu aucune responsabilité dans le déclenchement de la guerre, et comme vous, subissent les terribles conséquences d'une boucherie voulue et préparée par tous les États capitalistes. (...) Trop parmi vous se font les auxiliaires du capitalisme en participant à la guerre des partisans, expression du nationalisme le plus exacerbé. Vos ennemis ne sont ni le soldat allemand ni le soldat anglais ou américain, mais leur capitalisme qui les pousse à la guerre, à la tuerie, à la mort. Votre ennemi, c'est votre capitalisme, qu'il soit représenté par Laval ou par De Gaulle. Votre liberté n'est ni liée au sort ni aux traditions de votre classe dominante, mais à votre indépendance en tant que classe prolétarienne. (...)

Prolétaires d'Europe, vous êtes cernés par un monde d'ennemis. Tous les partis, tous les programmes ont sombré dans la guerre; tous jouissent de vos

souffrances, tous unis pour sauver de son écroulement la société capitaliste. Toute la bande de racailles au service de la haute finance, de Hitler à Churchill, de Laval à Pétain, de Staline à Roosevelt, de Mussolini à Bonomi est sur le plan de la collaboration avec l'État bourgeois pour vous prêcher l'ordre, le travail, la discipline, la patrie qui se traduisent dans la perpétuité de votre esclavage. Malgré la trahison des dirigeants de l'État russe, les schémas, les thèses, les prévisions de Marx et de Lénine trouvent dans la haute trahison de la situation actuelle leur confirmation éclatante. (...)

Ce n'est pas en aidant l'un ou l'autre groupe des deux formes de domination capitaliste que vous abrégerez le combat. Comme Lénine l'a fait en 1917, il n'y a pas d'autre alternative, d'autre chemin à suivre en-dehors de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile (1). (...)

Juin 1944

(1) Ce mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile fut le mot d'ordre lancé par les révolutionnaires lors de la première guerre mondiale. Il était fondé sur le fait que le prolétariat, s'il avait été trahi et berné idéologiquement par les directions des partis de la seconde Internationale, n'avait pas été battu physiquement par la bourgeoisie, et conservait encore presque intact l'ensemble de ses forces vives. Il n'en était pas de même en 1939, et encore moins en 1944. Aussi, cet appel des révolutionnaires de l'époque fut une erreur, car c'est un prolétariat exsangue, dont la conscience et les organisations de classe avaient été détruites de fond en comble, qui sortaient de la guerre. Cependant cette erreur de jugement sur les capacités du prolétariat de l'époque n'enlève rien au caractère indéfectiblement prolétarien du manifeste que nous publions ci-dessous.

Le PCF célèbre son grand crime

« Parti des fusillés » est un titre dont aime à se parer le PCF. Il remonte à l'ère de Thorez et de Duclos. Eh bien, il aurait été incroyable que ce parti-là, qui n'est ni communiste, ni ouvrier, ne s'associe pas aux festivités commémoratives de la supposée Libération de 1944.

Et pour s'y associer, pardon, il s'y associe ! Dans le tapage général de la bourgeoisie française, d'ailleurs, il n'y a guère que les gaullistes (ses partenaires privilégiés de l'époque) pour provoquer autant de bruit que lui, et encore... Si vous voulez le programme, il est consigné dans *L'Humanité* du 12 avril. D'abord, participation à toutes les manifestations nationales patronnées par l'État. Ensuite, à titre personnel, impulsion dans chaque commune « populaire » d'actions de mise de fleurs aux plaques murales de rues qui, vous savez, entretiennent la mémoire des « glorieux martyrs de la lutte antinazie » ; cérémonie funèbre dans le cimetière parisien du Père-Lachaise, à deux pas du mur des Communards (auxquels les staliniens font injure avec leur fanfare) ; meetings centraux en présence des hautes figures responsables de la dite Résistance encore vivantes ; numéros spéciaux de *Révolution* et de *L'Humanité Dimanche*, on en passe. Et ça durera tout l'été, jusqu'à la fête de La Courneuve.

Mais quoi d'étonnant à cela ? Le PCF a parfaitement sa place dans la grand-messe démocratique qu'officie la bourgeoisie en célébrant les événements guerriers de 1944. Aucune des autres fractions politiques de la classe dominante ne dénie du reste le rôle primordial qu'y ont joué en France les ancêtres de Hue et de Vianet. Quel rôle ? Tout sauf un rôle prolétarien. Mais un rôle nationaliste, un rôle de pourvoyeur de chair à canon ouvrière pour la tuerie bourgeoise de 1939-45. Au nom de l'idéologie démocratique propre au camp impérialiste opposé au bloc des régimes fascistes et en même temps au profit de l'impérialisme soviétique. C'est

dans ce jeu-là que le PCF a historiquement et définitivement rendu clair pour l'avant-garde de la classe ouvrière son ralliement à la bourgeoisie. Oui, la Résistance chère à ce parti, sa Libération, ne sont que des actes meurtriers accomplis contre les prolétaires. Dès le Front populaire, en fait, le parti de Thorez préparait les travailleurs à la guerre capitaliste. Notre journal a démontré cela très souvent. Après la guerre encore, les devanciers de Marchais parachevaient la victoire du capitalisme sur les ouvriers en exigeant que ceux-ci sacrifient leurs mobiles revendicatifs sur l'autel de la reconstruction économique nationale. Il faut se rappeler Thorez clamant alors qu'il convenait de « *retrousser ses manches* », de « *savoir terminer une grève* ».

Son crime antiouvrier, le PCF ne peut le renier et ne l'a donc jamais fait, à l'instar de tout parti ex-prolétarien qui a trahi sa classe et passé à l'ennemi. Les uns tristement fameuses de *L'Humanité*, dans les journées « libératrices » de l'été 1944, soufflaient parmi les prolétaires les pires exhalaisons chauvines - en tout cas les mots d'ordre les moins internationalistes, les moins prolétaires - « *contre le Boche chançonnant* ». Et comment ne pas voir la parfaite continuité entre elles et les appels qui fleurissent aujourd'hui les colonnes de la presse stalinienne. Pour convier les ouvriers à marquer cette « *grande page de l'histoire de France* », à célébrer l'« *insurrection nationale populaire* » de 1944 ...

« *Parti des fusillés* » que le PCF ? Sans aucun doute mais alors le parti qui a envoyé les ouvriers à la fusillade impérialiste. Pour être plus exact, c'est parti des fusillards qu'il faudrait dire. Il représente cet ennemi mortel du prolétariat qui n'hésiterait pas demain, si la bourgeoisie devait de nouveau entraîner les ouvriers dans une boucherie impérialiste mondiale, à recommencer sa besogne dégueulasse d'il y a cinquante ans.

Sonia

AFRIQUE DU SUD

La victoire de Mandela n'est pas celle de la classe ouvrière

■ "Ils ont voté !" C'est le cri de joie de tous les médias télévisés et autres. *"Enfin, la démocratie triomphe en Afrique du Sud"*. Mandela est élu premier président noir après des décennies d'apartheid.

Tout a été bon à la bourgeoisie sud-africaine et internationale pour faire campagne à la gloire de la déesse démocratie multiraciale, lui redorer un blason passablement terni dans toutes nos métropoles occidentales.

En Afrique du Sud, si la bourgeoisie n'a pas lésiné sur les moyens pour faire de cette élection un symbole de transformation "historique", de véritable "révolution pour le peuple noir", les révolutionnaires se doivent de dénoncer sans ambiguïté ce traquenard bourgeois dans lequel la classe ouvrière ne peut retirer que larmes, faim et mitraille.

Une campagne orchestrée pour mieux tromper les ouvriers

Tout a été bon pour donner du crédit à cette élection "démocratique" :

- campagnes de sensibilisation et d'éducation menées sur tous les plans; ainsi, ce sont de véritables cours accélérés de "formation civique" que l'Etat sud-africain a mené dans le moindre village ou bantoustan du pays. Avec un vote étalé sur quatre jours, un jour férié accordé, rien ne manquait. De l'Eglise aux organisations humanitaires, anti-racistes, en passant par tous les services pénitentiaires, journalistiques, éducatifs ou politiques : le message était clair, il fallait voter. Et personne ne devait passer entre les mailles du filet démocratique.

A un autre niveau, les résistances désespérées des quelques ultras de la minorité blanche (*"dangereux, mais déjà presque exotiques"*, *"Liberation"* du 28 avril) au moyen d'un terrorisme d'arrière garde ont donné d'autant plus de gravité à cette surenchère électorale.

Quant à la mise en évidence de toutes les irrégularités, intimidations de part et d'autre, bourrage d'urnes, piratage

informatique, cela ne devait pas ternir le sérieux donné à la campagne. Et c'est avec force avions militaires réquisitionnés à cet effet que le matériel électoral manquant était acheminé aux quatre coins du pays, que les bulletins étaient recomptés manuellement. Politiquement, il était impensable que la première élection multiraciale en Afrique du Sud puisse être invalidée par une mauvaise organisation. Le "rêve" démocratique des millions de Sud-Africains noirs devait être total et le scénario crédible.

En effet, depuis 1986, le résultat tant attendu et presque "inespéré" était en fait déjà négocié entre un Mandela en taule et le Parti National au pouvoir. Et c'est officiellement en 1990 que l'ANC était légalisée, puis Mandela libéré et les négociations ouvertement déclarées.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est en rien le produit du hasard. L'accélération de la crise économique et la dégradation de la situation sociale qu'elle a entraînée, tout particulièrement au cours de la décennie quatre-vingt, ont fait du régime de l'apartheid un anachronisme.

En effet, le maintien de ce système n'était plus synonyme d'encadrement efficace des prolétaires, et bien sûr, au premier plan, des ouvriers noirs. Il était donc plus que jamais nécessaire à la bourgeoisie de s'adapter, et ce pour mieux maintenir son système d'exploitation capitaliste. L'Etat sud-africain vient donc en la circonstance de troquer ses oripeaux "racistes" contre les habits neufs de la "démocratie". Mais qu'à cela ne tienne, il cognera toujours aussi fort.

La démocratie : un faux terrain pour la classe ouvrière

Mais il serait faux de croire que ce battage était destiné à la seule population sud-africaine privée du cirque électoral depuis des lustres. Le message s'adressait également et surtout à l'ensemble des prolétaires des pays in-

dustrialisés. Ceux-ci, demeurant en moins mystifiés par l'"idéal démocratique" et les alternances bidon, devaient pouvoir se convaincre de la "chance" inouïe que leur procure la "démocratie". On en oublierait presque la barbarie, la misère et la mort au quotidien pour les millions de prolétaires rejetés des ghettos européens, les charters réguliers de "retour au pays", les délits de sale gueule et autres flingueries policières.

De concerts musicaux tonitruants en reportages en tous genres, le message anti-raciste a été entretenu jusqu'à l'apothéose aujourd'hui d'un Mandela président. En Grande-Bretagne, France, Allemagne, etc., partout le battage s'est poursuivi jusqu'à plus soif. Jusqu'à comparer cette élection à la chute d'un autre mur de Berlin !

Quand on calcule en dizaines de milliers de morts le résultat actuel de l'ouverture de cette "nouvelle ère de liberté et de paix", le "nouvel ordre mondial", on ne peut que vomir le cynisme sans borne de la classe bourgeoise : la "paix des urnes" tant déclamée par nos exploitateurs n'est jamais là que pour banaliser et préparer la paix des tombes aujourd'hui et demain.

Pour les prolétaires sud-africains encore largement illusionnés sur la démocratie "enfin conquise", la liberté et la fin de la misère ne seront pas encore au rendez-vous : c'est hélas encore avec son sang qu'il paiera tout l'entretien et la défense de cette illusion, de ce piège.

S'il n'en fallait qu'un exemple, le prolétariat comme l'ensemble de la population du Zimbabwe (ex-Rhodésie) est là pour le confirmer : l'expérience d'un "pouvoir" noir reconduisant immédiatement les mesures du "pouvoir blanc" avec son lot de misère et de répression tout aussi sanglante.

Pendant ces élections mêmes, Joe Slovo, principal dirigeant du PC d'Afrique du Sud, fidèle soutien de l'ANC, ne lançait rien de moins qu'un

appel pour un moratoire sur les grèves, admettant avoir des *"difficultés à contrôler les actions de grève dans les différentes parties du pays."*

Mandela, lui-même, déclare que "maintenant que tout le monde a obtenu le droit de vote, le besoin d'action de masse n'existe plus". Tout un symbole pour la classe ouvrière sud-africaine qui ne doit pas se faire d'illusions sur ce qui l'attend lors de ses prochaines luttes.

BOSNIE

Les grandes puissances, fauteurs de guerre

■ Pendant des semaines, les médias en France ont présenté la séquestration par l'armée serbe des onze membres de l'organisation humanitaire "Première Urgence" comme une "prise d'otages" scandaleuse et inadmissible. Quelle hypocrisie quand on sait que, depuis trois ans, c'est la bourgeoisie française qui, aux côtés des autres grandes "démocraties", ne cesse pas de prendre en otage toute la population civile dans l'ex-Yougoslavie. Derrière l'enlèvement de la guerre, s'étale le cynisme meurtrier et la duplicité des grandes puissances. Sous couvert de leur interposition entre les belligérants, de leurs pseudo-plans de paix, de leurs actions soi-disant humanitaires, ce sont elles qui entretiennent mais surtout attisent en permanence le conflit et les massacres pour défendre, chacune de son côté, ses sordides intérêts stratégiques et impérialistes dans cette région. Voilà quels sont les plus redoutables criminels.

Dans cet affrontement de gangsters sans scrupules, la bourgeoisie française tente de tenir les premiers rôles, en particulier face aux Etats-Unis. C'est pourquoi on a vu se développer une virulente campagne d'intoxication idéologique anti-américaine dans la presse française, qui cherche à dénoncer les "hésitations" et les "incohérences" de la politique de la Maison Blanche dans les Balkans. C'est parce que la politique française se retrouve bafouée par l'OTAN et les Etats-Unis que la bourgeoisie française annonce le retrait, d'ici la fin de l'année, de 2500 "casques bleus" en exerçant un chantage au retrait de ses troupes. C'est pourquoi elle envoie des chefs d'entreprise, hâtivement reconvertis en militaires, à Sarajevo, pour contrer les Etats-Unis qui viennent de l'évincer des contrats de reconstruction de la ville. Mais ces rododromes signifient avant tout un aveu d'impuissance.

Les dissensions de plus en plus manifestes au sein de l'appareil politique français, dont témoignent le voyage "privé" du président bosniaque Izetbegovic à Paris et surtout la liste "Sarajevo" aux élections européennes, sont la conséquence des contorsions, des retournements et aussi des revers de la politique française en Yougoslavie. Ce n'est nullement le sort de la Bosnie, et encore moins celui de sa population qui émeut nos dirigeants qui font assaut de jérémiades "humanitaires" hypocrites. Ceux qui prétendent "ne pas vouloir ajouter la guerre à la guerre" étaient les premiers à réclamer, il y a moins d'un mois, des bombardements de l'OTAN contre la Serbie à Gorazde. Ceux qui prétendent voler au secours de la population bosniaque, en réclamant la levée de l'embargo sur les

armes, sont les plus ignobles : va-t-en guerre professionnels, intellectuels ou pas, prêts à embrigader les prolétaires derrière n'importe quelle boucherie impérialiste.

En définitive, il n'y aura pas de lendemains qui chantent sur le chemin de la "démocratie" : la persistance de l'exploitation, les rivalités ethniques, l'aggravation du chaos capitaliste apporteront toujours plus de barbarie et de tueries.

Les prolétaires ne doivent se faire aucune illusion. Mandela, comme De Klerk avant lui, ne pourra leur offrir que misère et répression.

Stopio (12 mai 1994)

ELECTIONS EUROPEENNES

Une affaire entre cliques bourgeoises

■ Le 9 juin pour certains pays européens, et le 12 juin pour d'autres, dont la France, les ouvriers sont appelés à nouveau à participer au cirque électoral, avec son cortège inépuisable de bluff, de magouilles politiciennes, de mensonges, d'illusions et de mystifications. Nous dénonçons une fois de plus ce carnaval électoral, qu'il soit européen ou autre, pour réaffirmer que c'est toujours la bourgeoisie qui gagne les élections.

Les ouvriers n'ont plus rien à attendre de la démocratie bourgeoise et de ses instruments mystificateurs que représentent les élections «démocratiques». Et ils ont déjà fait l'amère expérience de ce que valaient les promesses des gouvernements, qu'ils soient de droite comme de gauche. Pour la classe ouvrière, cela signifie toujours la même politique d'attaques incessantes sur toutes ces conditions d'existence.

Dans ce cirque électoral, la bourgeoisie française a fait son possible pour mieux y attirer les ouvriers. La droite, avec Baudis dans le rôle du pantin unificateur des discords qui rongent les appareils traditionnels de droite, prône la construction d'une «Europe, havre de paix et de prospérité». La gauche, avec Rocard qui dénonce la droite comme responsable du chômage

et du conflit en Yougoslavie, nous promet «une Europe de solidarité», autrement dit la même politique que le PS a menée quand il était au gouvernement, austérité et chômage massif, participation à toutes les guerres à venir, comme lors de la boucherie barbare du Golfe.

Le PCF, fidèle à sa tradition chauvine appelle à une Europe qui défendrait le capital national, l'emploi «français», contre les ouvriers des autres Etats européens. Quand à Tapie, c'est dans la même logique démagogique et populiste de marchand de soupe de Le Pen qu'il déclare dans son programme, qu'il a des solutions miracles pour combattre le chômage, déclaré ni plus ni moins comme «illégal». Et c'est avec des promesses tout aussi bidon que les autres listes, écolos, Chevènement, de Villiers, Chasse et tradition, etc., espèrent récupérer les mécontents des grands partis.

Cette fois-ci, les «intellectuels» sont même de la partie, avec la liste des va-t-en guerre de «L'Europe commence à Sarajevo», une liste de petits politicards dans laquelle le politico-cancérologue Schwarzenberg flirte avec l'homme d'Arielle Dombasle, BHL, et d'autres éminents grands penseurs «démocrates» et «humanistes» de notre temps, pour pousser le gouvernement à en-

voyer de la chair à canon défendre les intérêts impérialistes français en Bosnie. Cette liste ne serait enfin pas complète si on omettait l'extrême gauche du capital, et en particulier les trotskistes. Radical par le discours, dénonçant la droite comme la gauche, après avoir soutenu la gauche et Mitterrand en 81, ces gauchistes, dont LO est le groupe le plus pernicieux, jouent une fois de plus le rôle de rabatteurs des ouvriers sur le terrain électoral.

Ce n'est que par la lutte de classe que les ouvriers pourront défendre leurs intérêts et résister aux attaques de la bourgeoisie. Ils n'ont pas à participer à choisir la fraction de l'Etat capitaliste qui les exploitera. Que ce soit leur capital national ou un illusoire conglomérat d'Etats nationaux comme l'Europe qui décide, de toute façon, c'est la classe ouvrière qui subira et va subir les attaques économiques, le chômage, l'austérité. La crise économique va continuer à se développer et les candidats aux «Européennes» vont continuer à nous demander toujours plus de sacrifices, et justifier leurs croisades guerrières derrière un «humanisme» toujours plus hypocrite et sanguinaire.

DDT

CB (24 juin 1994)

RWANDA

L'impérialisme français, principal responsable de l'horreur

(SUITE DE LA PAGE 1)

A l'origine, le Rwanda était sous domination de l'impérialisme belge. Mais depuis 1990, après quinze ans de soutien de la France au régime d'Habyarimana, après des années d'un affrontement larvé entre celle-ci et la Belgique, c'est en définitive la bourgeoisie française qui avait pris ouvertement le contrôle du pays, profitant des défaillances de l'impérialisme belge.

Depuis 1990, l'impérialisme français fait régner la terreur au Rwanda.

Elle a ainsi repris à son propre compte la même politique d'entretien des rivalités entre Hutus et Tutsis, rivalités créées de toutes pièces par Bruxelles dès les années 50. Dans la guerre civile qui fait de plus en plus rage, le régime hutu, face à la guérilla tutsie, avec le plein soutien de la France, pouvait raser des villages "suspects" entiers, tuer sans aucune contrainte, éliminer systématiquement les "opposants", vrais ou supposés, souvent à coups de machette. De son côté, la guérilla tutsie du FPR (Front Patriotique Rwandais) exécuta à tour de bras tous ceux qui sont soupçonnés de collaborer avec le régime, c'est-à-dire n'importe qui. Pendant ce temps, des armes de toutes sortes envahissent ce petit pays.

En mars 1992, le gouvernement de Habyarimana fait ses courses en armement, grâce à un crédit octroyée par le Crédit Lyonnais, autrement dit par l'Etat français en personne. Paris envoie encore des militaires qui contrôlent tous les échelons de l'armée rwandaise, avec ses conseillers et ses pièces détachées. Face au regain de la guérilla du FPR, le corps expéditionnaire français avait

atteint jusqu'à 680 soldats «pour protéger ses ressortissants» (plus d'un parachutiste par ressortissant !).

Derrière les massacres, les rivalités entre la France et les Etats-Unis

Les exactions de toutes sortes commises par le clan du général-président et par l'armée française, aussi bien contre les Tutsis que contre des clans adverses hutus font le lit de la guérilla du FPR, qui, basée en Ouganda, se nourrit de toutes sortes de rescapés (y inclus des anciens du régime lui-même). Le gouvernement français, se rendant compte de la situation défavorable, pousse à un «accord de paix» en août 1993. L'assassinat du président Habyarimana par les hommes forts de la garde présidentielle elle-même, opposés à la mise en place des élections prochaines, n'a fait qu'accélérer la dégradation d'une situation où apparaissent avec de plus en plus d'évidence les rivalités entre la France et les Etats-Unis.

La garde présidentielle, réarmée puissamment depuis 1992 par la France, entrait en action selon un plan pré-établi, destiné à asseoir son autorité sur la population tutsie par l'instauration d'un régime de terreur. Simultanément, le FPR, soutenu en sous-main par les Etats-Unis et la Grande Bretagne à partir de leurs positions en Ouganda, envahit le Rwanda.

Le spectacle d'impuissance totale qu'offre l'ONU est justement expliqué, comme en Bosnie, par le fait qu'elle regroupe en son sein ceux-là mêmes qui tirent les ficelles de la situation. Et, malgré les pressions de la France pour envoyer des "casques bleus" dans la région, sous les prétextes les plus "hu-

manitaires", afin d'arrêter le FPR qui progresse, renforçant l'offensive des Etats-Unis.

C'est encore pour les mêmes raisons "humanitaires" que l'organisation "Médecins Sans Frontières" se paie le luxe de "dénoncer" la "responsabilité" de la France. Ces déclarations expriment d'abord les désaccords qui existent au sein de la bourgeoisie française sur la manière de gérer le conflit face à cette avance américaine. Mais il s'agit également d'une basse manœuvre pour mieux endormir la classe ouvrière en France en tentant de faire croire qu'il existe une fraction de la bourgeoisie française, "socialiste", vertueuse, prête à se mobiliser pour défendre la paix et la sécurité des opprimés, en déployant ses crapuleux et médiatiques marchands d'"humanitaire", venu sensibiliser.

Impérialisme et décomposition sociale

L'aventure de la France dans un petit pays comme le Rwanda n'est pas seulement révélatrice des agissements criminels des grandes puissances. Elle met en relief un fait de notre temps : la situation explosive provoquée par la combinaison de la décomposition sociale et de l'impérialisme. Plus les grandes puissances seront obligées d'intervenir et plus la décomposition sociale va s'accélérer. Et plus celle-ci s'accélérera et plus les puissances essayeront de l'utiliser pour leurs menées criminelles, se servant de plus en plus de leurs prétendues «aides humanitaires», devenues le nouveau moyen de transport de l'impérialisme, et sa justification.

La classe ouvrière en Europe doit comprendre que les monstruosité qui accablent aujourd'hui la population de zones de plus en plus vastes de la planète sont le résultat de la faillite du capitalisme, de ce système bourgeois qui mène la planète au désastre.

Theo

GUERRE AU YEMEN

Les grandes puissances attisent le chaos

■ Alors que la guerre continue en Bosnie, que les massacres n'ont pas cessé au Rwanda, une nouvelle "guerre civile" vient de s'ouvrir au Yémen. Pour expliquer ce conflit, par médias interposés, la bourgeoisie nous sert encore une fois le même rengain : les haines ancestrales qui opposent les populations du sud et du nord du Yémen dans un contexte de rivalités tribales exacerbées. Bref, ce conflit serait encore une fois le produit de l'arriération des populations locales, devant laquelle la raison civilisatrice et pacifique des grandes démocraties serait impuissante.

Il est vrai que depuis son accession à l'indépendance en 1967, l'ancien protectorat anglais d'Aden qui pris alors le nom de Yémen du Sud a connu une histoire mouvementée. Tombé sous l'influence de l'URSS, durant des années, il va constituer un des piliers de l'impérialisme russe dans la région qui a mis à profit la situation stratégique du port d'Aden, à la pointe de l'Arabie, à l'entrée du Golfe persique et de ses champs de pétrole, face à la corne de l'Afrique, pour avancer ses pions. Quand le bloc de l'Est s'est effondré, le Yémen du Sud et son parti unique dirigeant, le PSY, se sont retrouvés sans parrain. A la suite d'un règlement de compte interne au PSY qui a fait plus de 1000 morts, un rapprochement s'est opéré avec le Yémen du Nord et en grande pompe, le 22 mai 1990, le sud et le nord se réunifient pour former la République du Yémen.

L'euphorie de la réunification aura été de courte durée. Rapidement, la tension se développe entre le "nord" et le "sud". D'escarmouches en assassinats, la tension ne cesse de monter pour culminer avec la guerre présente. Alors, les vieilles rivalités locales, tout à fait réelles, sont-elles insurmontables et sont-elles à l'origine de ce nouveau conflit qui ensangante le Yémen ? Cela, c'est ce que veulent faire croire les grandes puissances. Leurs manœuvres sont en fait la principale raison de

cette guerre, comme dans l'ex-Yugoslavie, comme au Rwanda.

Depuis la réunification, l'Arabie saoudite attise les braises sécessionnistes chez son voisin du sud qui l'inquiète, non seulement parce qu'il est plus peuplé, mais surtout parce qu'il a soutenu l'Irak durant la guerre du Golfe et continue depuis d'entretenir de bonnes relations avec le régime de Saddam Hussein, ainsi qu'avec le régime islamiste soudanais. Cette orientation, développée essentiellement par le clan nordiste, a bénéficié d'un soutien discret de la France qui est fortement présente dans la région avec sa base de Djibouti qui fait face à Aden et qui voit là un moyen de contrecarrer l'influence américaine. Pour tenter de freiner la montée des tensions dans le pays, un comité militaire international a été formé depuis plusieurs mois, composés de la Jordanie, d'Oman, et...des Etats-Unis et de la France. Les pyromanes se sont déguisés en pompiers.

La guerre au Yémen, même si les alignements des protagonistes peuvent encore paraître confus est, en fait, le produit des rivalités qui, bien qu'elles restent encore masquées, ne cessent de s'exacerber entre les grandes puissances, notamment la France et les USA (principalement par l'intermédiaire de l'Arabie saoudite) pour le contrôle d'une région stratégique et en particulier du port d'Aden.

Une fois de plus, les populations civiles sont les otages qui paieront le prix sanglant des rivalités des cliques locales soutenues en sous-main par les grandes puissances hypocrites. Le conflit du Yémen est un exemple de plus de la dynamique de multiplication des conflits dont sont porteuses les nouvelles rivalités impérialistes qui s'exacerbent depuis la fin du bloc de l'Est. L'"impuissance" des grandes puissances à "faire" la paix est en fait une manière de cacher qu'elles "font" la guerre.

JJ (15 mai 1994)

AUTONOMIE PALESTINIENNE

Misère et répression toujours

■ Avec les accords de paix du Caire, signés début mai, la bourgeoisie des pays développés voulait nous offrir un grand spectacle, "historique". Et il fallait les voir, ces vautours de la guerre en tenue d'apparat, transformés en colombes de la paix, déversant leurs bonnes paroles sur l'ouverture d'un "nouvel avenir" pour les populations palestiniennes.

Il n'y a qu'à voir, en effet : alors que la constitution du gouvernement du tout jeune Etat palestinien n'est pas encore achevée, sa première mesure concrète est de mettre en place un appareil répressif plus que conséquent. Avec la bénédiction, l'appui et l'aide active des Etats-Unis, reçue en grandes pompes avec des fleurs au lieu de pierres, comme insistait si bien toute la presse internationale, cette police "palestinienne" annonce la couleur de la "libération" du "peuple palestinien", 9000 combattants de l'OLP et autres cliques armées, rompus aux pires exactions, entraînés au meurtre et à l'assassinat en tous genres, mobilisés en toute hâte, vont à présent "maintenir l'ordre". C'est même avec le soutien et la collaboration zélée de l'armée israélienne qu'ils vont faire leurs premiers pas. Ainsi, la transition et la pérennité du maintien de l'ordre sont assurées.

Mais pour les masses palestiniennes, les coups et les balles des hommes de main d'Arafat et compagnie ne seront pas plus douces, malgré leurs illusions. Parce que ces tueurs à la solde des

différentes mafias palestiniennes ne sont pas venus leur apporter un soutien dans la misère; non, mille fois non. Leur tâche réelle va consister dans la défense de leurs "boss" respectifs, et accessoirement de contenir la violence et le chaos croissants qu'ils ne vont pas manquer de provoquer. L'économie de ces régions, en pleine déliquescence, va encore s'aggraver, et ce n'est pas peu dire avec un taux de chômage qui atteint 45% de la population, des infrastructures en ruine, à l'image de ces canalisations qui font eau de toutes parts et du système d'éducation et de santé en total abandon.

Après l'accueil triomphal porté à ces nouveaux "porte-lingues", la population, et la classe ouvrière en particulier, devront renoncer très vite à toutes leurs illusions, car le nouvel appareil d'Etat ne leur apportera que matraque, mitraille et plomb, encore et toujours.

Voilà ce qui attend les ouvriers lābas. Et contrairement à tous ceux qui parlent de la constitution d'un nouvel Etat aux couleurs "palestiniennes" comme d'"un pas vers la paix", les attentats et autres assassinats qui se sont produits dès le lendemain de la signature des accords de "paix", montrent la véritable perspective.

Il n'y aura pas plus de paix qu'hier; la guerre, la répression et l'oppression vont au contraire s'accroître et écraser toujours plus fort une population déjà exsangue.

Maud

L'explosion du chômage

(SUITE DE LA PAGE 2)

continuera de pourrir sur pied entraînant l'humanité dans une barbarie sans fin.

Quel rôle joue et jouera le chômage dans le cours de la lutte de classe ?

La généralisation du chômage, pour la classe exploitée, c'est pratiquement pire que la présence d'un agent de la police dans chaque foyer, dans chaque lieu de travail. Par le chantage ignoble qu'il permet à la classe dominante sur les travailleurs, il rend plus difficile la lutte.

Cependant, à partir d'un certain degré, la révolte contre cette répression elle-même devient un puissant stimulant du combat de classe et de sa généralisation. A partir de quelle quantité, de quel pourcentage de chômeurs, cette transformation peut-elle se produire ? La question est en elle-même sans réponse, car ce qui est en question ce n'est pas un rapport mécanique entre économie et lutte de classe, mais un processus global complexe où la conscience des prolétaires joue le premier rôle.

Nous savons cependant qu'il s'agit d'une situation totalement différente de celle de la grande dépression économique des années 1930.

Du point de vue économique, la crise des années 1930 fut résolue par le

développement de l'économie de guerre et les politiques keynésiennes (en Allemagne, à la veille de la guerre, le chômage avait presque totalement « disparu »); aujourd'hui la véritable efficacité de l'économie de guerre, ainsi que de toutes les politiques keynésiennes se trouve derrière nous. Celle-ci s'est usée jusqu'à conduire à la situation présente, laissant comme solde une bombe financière d'endettement.

Du point de vue politique, l'actuelle situation du prolétariat mondial n'a rien à voir avec ce qu'elle était dans les années 1930. Il y a soixante ans, la classe ouvrière subissait tout le poids des défaites sanglantes et dramatiques qu'elle avait essuyées pendant la vague révolutionnaire de 1917-23, en particulier en Allemagne et en Russie. Idéologiquement et physiquement vaincue, elle se laissait embrigader, atomisée derrière les drapeaux des bourgeoisies nationales, pour marcher vers une deuxième boucherie mondiale.

Les générations de prolétaires d'aujourd'hui n'ont pas subi de défaites importantes. A partir des luttes de 1968 - premières réponses à l'ouverture de la crise économique - elles ont, à travers des hauts et des bas, des avancées et des reculs dans leur combativité

et leur conscience, ouvert et confirmé un nouveau cours historique.

Les gouvernements ont raison de trembler devant ce qu'ils appellent « les troubles sociaux » que peut produire le développement du chômage.

Ils ont su, et ils savent utiliser les aspects du chômage qui rendent plus difficile la lutte prolétarienne : son aspect répressif, diviseur, atomisant, le fait qu'il rejette toujours plus une fraction de la classe révolutionnaire - en particulier les jeunes, de plus en plus interdits d'« entrer dans la vie active », dans une marginalisation décomposée et destructrice.

Mais, le chômage, par la violence de l'attaque qu'il représente contre les conditions d'existence de la classe révolutionnaire, par le fait même qu'il prend une ampleur universelle, frappant sans distinction tous les secteurs, dans tous les pays, met en évidence que, pour les exploités, l'issue ne dépend pas d'une question de gestion, de réforme ou de restructuration du capitalisme, mais de la destruction du système lui-même.

L'explosion du chômage révèle dans toute son ampleur l'impasse capitaliste et la responsabilité historique de la classe ouvrière mondiale.

RV

Les menteurs et saboteurs trotskistes à l'oeuvre

■ Une fois de plus, la cuvée 1994 de la "fête de Lutte Ouvrière" aura permis à cette organisation trotskiste d'offrir l'illusion d'un lieu de regroupement des ouvriers les plus conscients, dans lequel on pourrait réfléchir, rencontrer des militants "révolutionnaires" et chercher des réponses aux questions centrales qui se posent aujourd'hui à la classe ouvrière : quelles sont les leçons des combats de classe passés, quels sont les moyens de résister à l'offensive capitaliste, quelle est la perspective des combats présents et à venir ?

Un rassemblement de charlatans qui veut faire taire les véritables révolutionnaires

Au service de cette prétention, LO réserve un quartier de sa kermesse à la "politique", y invite des organisations politiques en tout genre, leur offre la possibilité d'organiser des forums où chacun, paraît-il, peut venir débattre "librement" et "démocratiquement"... Mais, à une seule condition : que leurs positions et leurs interventions ne dérangent pas LO. Et qui dérange LO ? Les groupes maos-staliniens, descendants directs de l'assassin de Trotski, à qui elle offre gracieusement une échoppe,

"place Octobre 1917" ? Les diverses sectes trotskistes, d'obédiences variées, avec qui LO s'empaille à grand bruit dans les "débats" de sa fête sur la meilleure manière de participer au cirque électoral ou sur la question de savoir s'il faut militer un peu, beaucoup ou passionnément dans les syndicats, histoire de donner l'illusion d'un débat ?

Non, tous ces gens-là ne gênent pas "Lutte Ouvrière", car les divergences qu'elle entretient avec eux n'empêchent pas qu'ils partagent avec elle la même vocation d'encadrement de la classe ouvrière, la même fonction de rabatteurs de celle-ci vers les syndicats, la gauche, les illusions démocratiques, le mensonge du "socialisme" dans l'ancienne URSS, ou les quatre à la fois. Par contre, dérangeant LO, tous ceux qui, comme le CCI, dénoncent sans ambiguïté la fonction antiouvrière des syndicats, la nature capitaliste des partis de gauche, du régime de l'ancienne URSS, le piège électoral et qui mettent à nu le rôle véritable des trotskistes, et de LO en particulier, dans l'entretien des ces mensonges et dans le sabotage des luttes ouvrières. Voilà pourquoi, depuis 3 ans, le CCI n'a plus droit à un stand et s'est vu interdire la possibilité

d'organiser des forums. Et si le rassemblement de Presles compte encore parmi ses "invités", quelques rares groupes véritablement révolutionnaires, comme le BIPR ou le PCI (bordiguiste), il est clair que LO ne les tolère encore que dans la mesure où ces groupes, malheureusement, ne font guère entendre leur voix et s'abstiennent de dénoncer les positions contre-révolutionnaires de LO dans le cadre de la fête. Pour notre part, nous ne nous en sommes pas privés, car il est clair que nous ne nous rendons chaque année à Presles que pour démasquer et la fête et ses organisateurs.

Air France, Chausson, des manifestations exemplaires de la duplicité de LO

Quant à offrir aux prolétaires les moyens de réfléchir sur les leçons des luttes passées et sur les moyens de se battre, parlons-en. LO consacrait cette année deux stands à la gloire du rôle qu'elle a joué dans la grève à Air France en octobre dernier et dans la lutte contre les licenciements chez Chausson. Croyez-vous que LO aurait dit un mot de la manoeuvre qu'a constituée à l'évidence l'annonce du plan Attali - y inclus la véritable provocation qu'était alors

l'amputation de plus de 2000F des plus bas salaires, sans toucher aux plus élevés - puis le retrait de ce plan pour le remplacer, quelques semaines plus tard, par le plan Blanc, au moment où les prolétaires, démoralisés, ne pouvaient plus trouver la force de résister ? Croyez-vous que LO aurait porté la moindre critique à la manière dont s'est menée la grève d'octobre, à savoir : actions violentes et désespérées d'occupation des pistes et d'affrontement avec la police, menées dans l'isolement le plus total ? Croyez-vous que LO aurait montré qu'une telle forme de lutte, enfermée dans l'entreprise et sans aucune perspective d'élargissement, ne pouvait mener qu'à la défaite, ce qu'elle a fait effectivement, puisque, une fois Attali remplacé par Blanc, le plan de licenciement est passé sans coup férir ? Evidemment que non ! Tout au contraire, LO chantait la gloire de ces actions violentes grâce auxquelles, à l'entendre, les ouvriers d'Air France auraient remporté une victoire éclatante... en octobre ! Non seulement les ouvriers d'Air France ont bel et bien été défaits, mais la grève d'octobre n'a nullement constitué un encouragement, une manifestation de la force de la classe ouvrière, capable d'encourager les autres sec-

teurs à entrer en lutte. Elle a au contraire renvoyé l'image d'une classe ouvrière déboussolée, désarmée, ne sachant manifester qu'une colère aveugle pour finalement accepter, tête basse, ce que la bourgeoisie voulait dès le départ obtenir. De la même manière, LO est venue apporter sa pierre au mensonge suivant lequel à Air France les syndicats auraient été débordés, que c'est malgré eux que les ouvriers auraient fait le choix de l'occupation des pistes et des affrontements. Rien n'est plus faux, comme l'a d'ailleurs avoué maladroitement un militant de LO de Roissy : en vérité les syndicats n'ont jamais perdu le contrôle de la situation, ils ont laissé faire les occupations des pistes, tout en évitant de se mettre en avant. Pourquoi ? Parce qu'ils savaient très bien qu'avec cela le mouvement ne risquait pas de faire tâche d'huile et que tant que les grévistes s'enfermaient ainsi dans de telles actions désespérées, ils ne représenteraient pas un grand danger pour la bourgeoisie. Ce calcul-là était celui du gouvernement, en complicité complète avec les syndicats, et LO n'a fait que participer à la manoeuvre. Au bout du compte, les leçons que la bourgeoisie, y compris LO, veut qu'on tire de ce mouvement, c'est premièrement que les syndicats ne sont pas si pourris, puisque la base peut décider elle-même et faire pression sur eux, et deuxièmement que tout ce que cette "base" est capable de faire, c'est des actions spectaculaires et sans lendemain, au bout desquelles il faut bien finir par s'en remettre aux forces syndicales. Voilà tout.

Les "leçons" tirées par LO de la longue résistance contre les licenciements à Chausson est du même acabit. Là encore, LO nous a présenté les péripéties de cette parodie de mobilisation dans lesquels elle a entraîné 14 mois durant les ouvriers de Chausson, comme des manifestations exemplaires de combativité ouvrière ! En vérité, entre blocages d'autoroutes, sac du tribunal de commerce et irruption sur les plateaux de la télévision, cette grève n'a été qu'un long enfermement dans l'isolement mobilisant de moins en moins d'ouvriers, par absence totale de perspective sur les moyens d'être forts. Là encore les forces de l'Etat, qu'il s'agisse de ses organes d'encadrement syndicaux, de ses forces de répression ou de son appareil judiciaire, ont largement laissé faire et même encouragé les "actions radicales" dont se vante LO, comme par exemple lors de la mise à sac du tribunal de commerce de Nanterre, dont les portes ont été largement ouvertes aux manifestants par le commissaire de police en personne, comme le racontait le narrateur de LO. Ce n'est pas quelques vitres brisées qui font peur à la bourgeoisie, de même qu'elle ne craint pas de faire de la publicité médiatique à ce genre d'actions, comme elle en a fait aux occupations de piste de Roissy, dans la mesure où elles lui servent à renvoyer encore une fois l'image d'une classe ouvrière sans boussole et sans perspective. LO elle-même pouvait dire, en concluant le "débat" sur Chausson - et en guise de "réponse" aux interventions du CCI - : "c'est vrai que c'est des actions pas très efficaces, d'ailleurs les "gars" y allaient sans illusion, ce qu'ils voulaient c'est en découdre". Les militants de LO peuvent être fiers de leur contribution à cette opération de défouloir de la colère ouvrière ! Ces soi-disant "révolutionnaires" n'ont fait comme d'habitude que jouer leur rôle de garde-chiourme, main dans la main avec les appareils syndicaux qu'ils cautionnent en permanence. PE

Les crimes des "grandes démocraties"

(SUITE DE LA PAGE 3)

aux aviateurs : "Vos raisons d'aller là-bas cette nuit sont d'achever tous les réfugiés qui peuvent avoir échappé à Dresde". On peut mesurer à travers tout ceci qu'en termes de barbarie, la coalition antifasciste n'avait rien à envier aux nazis (...). La stratégie de la terreur fut une décision politique prise par l'ensemble de la bourgeoisie anglaise à laquelle s'est pleinement rallié cet autre "grand démocrate" qu'a été Roosevelt qui décida la fabrication de la bombe atomique. La barbarie démocratique a été pleinement à la hauteur de la barbarie fasciste et stalinienne (...).

L'utilisation des camps de concentration nazis par le camp "démocratique"

Autre exemple de cette longue tradition démocratique consistant à masquer et à justifier ses propres crimes en braquant les projecteurs sur d'autres crimes, d'autres horreurs : l'utilisation qui a été faite des camps de concentration pour justifier la barbarie de la boucherie impérialiste côté Alliés. Loin de nous l'idée de nier la sordide réalité des camps de la mort (1). La bourgeoisie, tant anglaise qu'américaine, savait parfaitement ce qui se passait dans ces camps. Et pourtant, elle n'en parle pratiquement pas pendant la guerre (...). Ce n'est qu'après la guerre qu'elle en fit un axiome principal de sa justification de la seconde guerre mondiale et plus largement de la défense de la sacro-sainte démocratie. En fait, les gouvernements de Churchill et Roosevelt craignaient comme la peste que les nazis n'expulseraient massivement les Juifs et ne vident les camps. Dès la rencontre anglo-américaine des Bermudes en 1943, (...) la décision fut prise qu'"aucun navire des Nations Unies ne peut être habilité à effectuer le transfert des réfugiés d'Europe". (...) Lorsque la Roumanie, alliée de l'Allemagne, veut libérer 60.000 Juifs, lorsque la Bulgarie veut faire de même, elles se heurtent à un refus catégorique de la part de ce "grand combattant de la liberté" qu'était Roosevelt, pour qui "transporter tant de monde désorganiserait l'effort de

guerre" (...) Les "grandes démocraties" n'avaient rien à faire des souffrances des Juifs entassés dans les camps en Allemagne. Lorsque la bourgeoisie évoque à tout bout de champ les Droits de l'Homme, ce n'est que pour les besoins de sa propagande (...) Eichmann, chef SS de la section juive, confié à J. Brandt, avec l'accord de Himmler lui-même, que le gouvernement nazi veut libérer un million de Juifs en échange de 10.000 camions, voire même de moins. Brandt va voir les anglo-américains mais se heurte à un refus complet, tant de Churchill que de Roosevelt. Comme le souligne la brochure du PCI (Programme Communiste) "Auschwitz et le grand alibi" : "Non seulement les Juifs mais aussi les SS s'étaient laissés prendre à la propagande humanitaire des Alliés ! Les Alliés n'en voulaient pas de ce million de Juifs ! Pas pour 10.000 camions, pas pour 5.000, même pas pour rien !" (...).

A la fin de la guerre, les USA gardent l'essentiel des prisonniers juifs dans les mêmes camps que les Allemands, dans des conditions effroyables. Le général américain Patton déclara même à cette époque : "les Juifs sont inférieurs aux animaux". Là encore où est la différence entre la crapule nazie et la crapule galonnée démocratique ? La bourgeoisie du camps antifasciste s'est souciee comme d'une guigne pendant toute la guerre du sort des Juifs comme du sort de la population en général. Elle n'a ensuite utilisé le génocide juif que pour dissimuler ses propres crimes de guerre, pour masquer que c'est le capitalisme comme un tout qui est responsable de la boucherie de 1939-45 et de son cortège d'horreurs.

La démocratie face aux grèves en Italie et à l'insurrection de Varsovie

(...) En Italie fin 1942 et surtout en 1943, des grèves éclatent dans les principaux centres industriels du nord. Partout on revendique pour un meilleur ravitaillement, de meilleurs salaires, et certains ouvriers appellent même à la constitution de conseils d'usine et de soviets (...) Le mouvement est d'autant plus dangereux pour la bourgeoisie que

les ouvriers italiens immigrés en Allemagne se mettent aussi en grève et rencontrent souvent l'appui de leurs frères de classe allemands (...) Les alliés, qui avaient appelé le peuple italien à se révolter contre le fascisme, débarquent en Sicile à l'automne 43, occupent totalement et solidement tout le sud de l'Italie. Mais, inquiets de cette situation potentiellement révolutionnaire, ils stoppent, sur la demande de Churchill, leur avance et restent cantonnés dans le sud. Churchill, fort de son expérience de la vague révolutionnaire qui mit fin à la première guerre mondiale, craint comme la peste le renouvellement d'un semblable scénario. Il convainc les USA de "laisser l'Italie mijoter dans son jus" (...) Son but : laisser à l'armée allemande le soin de mater et briser la classe ouvrière, en occupant militairement tout le nord de l'Italie et toutes ses grandes concentrations ouvrières (...) l'armée alliée mettra dix-huit mois pendant lesquels les ouvriers seront brisés par la soldatesque allemande avec la complicité objective des staliniens qui appellent à l'Union Sacrée derrière Badoglio. La sale besogne accomplie, les armées alliées pourront alors se poser en "libérateurs de l'Italie" (...).

(...) A Varsovie, "l'armée rouge" est aux portes de la ville le 30 juillet 44 (...) Depuis des mois, les Alliés et l'URSS n'avaient cessé d'exhorter cette population au soulèvement, promettant toute leur aide, et à la veille du soulèvement, radio Moscou appelait Varsovie à l'insurrection armée. Toute la population se révolte alors et, dans un premier temps, cette insurrection populaire dans laquelle les ouvriers jouent un grand rôle, bien que le poids de l'encadrement nationaliste soit très fort, réussit à libérer une bonne partie de la ville (...) Staline avait initialement prévu de rentrer dans Varsovie au début d'août : l'armée allemande était en déroute et aucun obstacle militaire sérieux ne s'opposait plus à cette entrée. Mais devant l'insurrection et son ampleur, il change de plan et retarde délibérément l'avancée de son armée qui va rester cantonnée aux portes de Varsovie pendant deux mois. Elle ne reprendra son avan-

cée qu'une fois l'insurrection écrasée dans le sang par l'armée allemande (...) La population attendait aussi l'aide côté anglo-américain. Cette aide (...) ne prendra que la forme dérisoire de quelques maigres parachutages d'armes, totalement insuffisant pour permettre de s'opposer à l'avancée des troupes allemandes et ne servant, de fait, qu'à accroître encore le nombre de tués et de blessés et à prolonger les souffrances vaines de la population. En fait, Staline, devant l'ampleur de l'insurrection, décide, comme Churchill en Italie, de "laisser Varsovie mijoter dans son jus", dans le but évident d'avaloir la Pologne sans rencontrer d'obstacle du côté de la population polonaise (...) Du côté anglo-américain, où l'on savait parfaitement ce qui se passait, on laissait faire car Roosevelt avait tacitement laissé la Pologne à l'impérialisme russe. La population de Varsovie fut ainsi froidement sacrifiée sur l'autel des grands marchandages entre requins impérialistes. (...) Vis-à-vis des événements de Varsovie, le cynisme de la bourgeoisie apparaît encore plus monstrueux si l'on se souvient que ce fut l'invasion de la Pologne qui décida l'Angleterre et la France à entrer en guerre pour sauver "la liberté et la démocratie en Pologne" ! (...)

La seconde boucherie mondiale constituée pour la bourgeoisie une formidable expérience pour tuer et massacrer des millions de civils sans défense, mais aussi pour dissimuler, justifier ses propres crimes de guerre en "diabolisant" ceux de la coalition impérialiste antagoniste.

RN.

(1) Depuis quelques années, il y a toute une campagne montée par des résidus de "l'ultra-gauche" autour des révélations du Sieur Faurisson à propos de la non existence des camps de la mort nazis, campagne récupérée pour une large part par l'extrême-droite. Notre point de vue n'a rien à voir, ni de près ni de loin, avec cette mouvance fort suspecte. S'il est vrai que toute la publicité morbide faite autour des camps depuis 1945 vise avant tout à blanchir le "camp démocratique", il ne s'agit en aucune façon d'une "inexistence" des génocides monstrueux, malheureusement bien réels, perpétrés dans ces camps.

VIE DE L'ORGANISATION

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé) nous enverrons 10 anciens numéros de RI ou 5 de la «Revue Internationale», ou des numéros encore disponibles du «Bulletin d'Etudes et de Discussions».

SOUSCRIPTIONS

P. et B.(Paris) : 130 ;

Lille : Réunion publique d'avril 1994 : FM: 50 ; S : 50 ; Om : 100 ; Mx : 30 ; K : 20 ; Ar : 20.

Paris : Réunion publique du 7 mai 1994 : P. : 30 ; ST : 30 ; JPC : 20 ; JLV : 50 ; ADR : 50 ; AV : 20 ; Juan : 20 ; Chris : 50 ; KID : 50 ; FO : 50 ; L : 10 ; CL : 200 ; Pat : 100 ; BR : 100 ; PR : 200 ; CH : 50 ; IC : 20 ; JU : 25 ; BB : 40 ; Pat : 100 ; YD : 20 ; Did : 50 ; JJ : 30 ; MG : 100 ; L : 100.

Toulouse : Réunion publique d'avril 1994 : DEN : 100 ; ANG : 100 ; D : 50 ; J : 50 ; Mi : 100 ; Mo : 100.

Tours : Permanence-avril/mai 1994 : CB : 20 ; GP : 250 ; Aboulafia : 100.

TOTAL : 2785.

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

Courant Communiste International
**Revue
Internationale / 77**
2^{ème} trimestre 1994 15ff / 100

Situation internationale
LES GRANDES PUISSANCES,
FAUTEURS DE GUERRE
Crise économique mondiale
L'EXPLOSION DU CHOMAGE
Comment est organisée la bourgeoisie
L'EXEMPLE DES ROUAGES SECRETS
DE L'ETAT ITALIEN
LA BOURGEOISIE MEXICAINE
DANS L'HISTOIRE DE L'IMPERIALISME
Milieu politique prolétarien
Polémique avec Programme communiste
LE REJET DE LA NOTION DE DECADENCE
Le communisme n'est pas un bel idéal
mais une nécessité matérielle, VIII
1871 : LA PREMIERE REVOLUTION PROLETARIENNE
LE COMMUNISME : UNE SOCIETE SANS ETAT

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME

De 1944 à 1994 : derrière le mensonge de la "démocratie" et de la "paix", la barbarie capitaliste

CLERMONT-FERRAND

Permanence le deuxième mercredi de chaque mois à 18 heures, à la brasserie de la gare routière, Boulevard Gergovia.

GRENOBLE

Permanence le samedi 11 juin à 15 h, Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet, face à la gare.

Vente de la presse au marché St Bruno le samedi 11 juin à partir de 10h30.

LILLE

Réunion publique le samedi 18 juin à 14 h 30, à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1^{er} et 3^e dimanches du mois de 11 h à 12 h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON

Réunion publique le samedi 2 juillet à 15 h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins). Permanence les vendredis 17 juin et 8 juillet à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour. Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 2 juillet à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.

Permanence le mardi 14 juin de 18h 30 à 19h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).

Vente de la presse le samedi 11 juin de 11 h à 12 h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 18 juin à 17 h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence les vendredis 3 juin et 1^{er} juillet à 20 h 30, à la même adresse.

Vente de la presse à la station du tramway, place du commerce, tous les deuxièmes mardis du mois, de 17h15 à 18h.

PARIS

Permanence les samedis 11 juin, 25 juin et 9 juillet de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.

Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 24 juin à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

Permanence les vendredis 3 juin, 17 juin et 8 juillet à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 12 et 19 juin, de 11 h à 12 h, au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS

Réunion publique le samedi 18 juin à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.

Vente de la presse tous les deuxièmes vendredis du mois de 10h30 à 11h30, au marché du Sanitas, place St-Paul. (2^eme vendredi du mois)

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour

d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :

« Contact » - rue Lepneveu

BORDEAUX :

« Le Roi Lire » - rue S^{te}-Catherine

BREST :

« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND :

« Le Papyvère » - 3, rue de l'Ente

Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras

« Maison de la Presse » - place de Jaude

DIEPPE :

« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

« Le Sphinx » - 6, rue Brocherie

« L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent

LAVAL :

« Point presse » - Centre C^{iel} La-Mayenne

« Maison de la Presse » - place de La-Trémoille

LE HAVRE :

« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

« Galerie » - 57, rue de Béthune

Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^o-de-Lattre-de-Tassigny

« Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n° 84, Villeneuve-d'Ascq

LYON :

« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)

« La Proue » - 15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

« Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^{er})

« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)

« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)

MELUN :

« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^{de}-de-Gaulle

MONTAUBAN :

« Maison de la Presse » - rue de la République

MONTPELLIER :

Tabac « Le Rallye » - 20, Bd du Jeu-de-Paume

Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud

NANTES :

« Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur

« Lanoë » - 2, rue de Verdun

« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais

NICE :

« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine

ORLEANS :

« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS :

« L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)

« Parallèles » - 47, rue St-Honoré (1^{er})

« FNAC » - Forum des Halles (1^{er})

« La Boulangerie » - 67, rue de Bagnaux (Montrouge)

SAINT-ETIENNE :

« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet

« Utopia » - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :

« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

« Hall de Presse » - bd M^o-Leclerc

TOULOUSE :

« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard

« FNAC » - 81, bd Carnot

« Les Arcades » - place du Capitole

TOURS :

« Librairie » - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ

PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beaumais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire : 54267

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln, 41 - R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(Inde) (publication en langue Hindi)
Ecrire à l'adresse de World Revolution,
avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) :
FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F -
PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue Internationale) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -
PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F -
ETRANGER : 170 F - PAR AVION :
210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
-Revue Internationale : abonnement à
2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :

R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS

à adresser à :

RI, BP 581 -

75027 PARIS CEDEX 01

Pour tout virement postal fait directement à
l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer
les raisons du versement (abonnement
journal ou revue, commande de brochure,
soutien...)

BROCHURES

Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18F pour frais d'envoi)

Nation ou classe

(15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière

(30 F + 8 F/18F)

Plateforme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + 8 F/18F)

Organisation communiste

et conscience de classe

(15 F + 8 F/18F)

La décadence du capitalisme

(15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition

(20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88)

(10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21 F/33F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (nouvelle édition)

(15 F + 8 F/18F)

LA PERSPECTIVE DE REPRISE DES COMBATS DE CLASSE

Après avoir édité, le mois dernier, le début du texte, nous publions ci-dessous la fin de la résolution sur la situation internationale adoptée au XI^e Congrès de RI. Cette partie est consacrée aux luttes ouvrières et aux problèmes liés à la conscience de classe. Elle prend la suite d'une série de dix points où était d'abord montré que l'aggravation inexorable de la crise économique capitaliste à laquelle nous assistons depuis deux ans signifie la faillite définitive du système. De cela, expositions-nous ensuite, découle une situation d'enfoncement dans le chaos, d'exacerbation extrême des tensions impérialistes et d'enchaînement sans fin des conflits guerriers aux quatre horizons de la planète, à commencer par celui des Balkans, aux portes de l'Europe occidentale.

11) Mais les événements qui ont abouti à un tel état de chose, loin de stimuler la prise de conscience par la classe de sa responsabilité historique, ont eu jusqu'à présent l'effet inverse : l'effondrement du bloc dit « socialiste » et des prétendus régimes « communistes » a abouti au plus profond recul qu'ait subi la classe ouvrière depuis sa reprise historique il y a un quart de siècle. Les reculs antérieurs, celui du milieu des années 70 et celui du début des années 80, exprimaient avant tout que la classe ouvrière avait atteint les limites « naturelles » des vagues auxquelles ils faisaient suite. C'est pour cela que les reprises des luttes en 1978 et 1983 se sont situées d'emblée à un niveau élevé de combativité et de conscience, permettant notamment au prolétariat d'accomplir de nouveaux pas dans sa capacité à affronter les pièges classiques du syndicalisme. Le recul de la fin des années 80 est d'une autre nature : il a porté une atteinte sans précédent à la combativité de classe mais surtout à la conscience dans le prolétariat, affectant en particulier deux de ses éléments essentiels :

- l'idée de la nécessité et de la possibilité d'une transformation de la société, si embryonnaire et confuse fût-elle ;
- l'identité même du prolétariat comme acteur de la scène sociale.

Et si un événement comme la guerre du Golfe, début 1991, a pu en partie déchirer le voile des illusions sur le prétendu « nouvel ordre mondial » sous l'égide de la sainte « démocratie », il a également aggravé de façon considérable le sentiment d'impuissance dans lequel se trouvait déjà la classe. Voilà ce qui rend si importante et signifi-

cative la reprise présente des luttes prolétariennes mais qui, en même temps, détermine les difficultés devant lesquelles le prolétariat est placé.

12) Depuis le puissant mouvement des ouvriers d'Italie, à l'automne 1992, la reprise des combats de classe ne s'est pas démentie. L'année 1993 est venue confirmer ce nouveau surgissement de la combativité du prolétariat. Sous l'aiguillon imputoyable de la crise de l'économie bourgeoise, la classe s'est montrée capable de façon croissante de transformer sa colère en combativité et en mobilisation pour développer, au cours du second semestre, dans la plupart des pays européens, des combats d'une simultanéité inconnue depuis dix ans. Ainsi s'est pleinement confirmé ce que notre organisation avait mis en avant dès la fin des années 80 : pour brutal qu'il ait été, le coup reçu par le prolétariat à ce moment-là n'a pas compromis le cours général de son mouvement vers des affrontements décisifs. Néanmoins, les caractéristiques des luttes auxquelles nous avons assisté sont marquées par les stigmates de la profonde régression subie par le prolétariat, auquel s'ajoutent les manifestations du poids négatif que la décomposition du capitalisme exerce sur cette classe et qui sont venues aggraver en profondeur ce recul. Ces marques ont comme point commun de témoigner d'une perte par la classe de sa confiance en elle-même et en sa perspective historique. Elles attestent l'accentuation de son hétérogénéité entre secteurs et entre pays, un poids accru des illusions corporatistes, une moindre méfiance envers cette arme essentielle de la bourgeoisie contre la classe ouvrière que constitue le syndicalisme.

La bourgeoisie utilise les difficultés de la classe ouvrière pour déployer ses manœuvres

13) Ces atteintes constituent un affaiblissement en soi du prolétariat et la classe dominante tend, évidemment, à l'amplifier. La bourgeoisie s'appuie dessus pour déployer toute une série de manœuvres :

- mise en place d'une stratégie et d'une coordination internationale de son action visant à prévenir la simultanéité des luttes entre les différents secteurs nationaux du prolétariat (comme on l'a vu à l'automne 1992 en Italie, où il

s'agissait de provoquer un surgissement prématuré des ouvriers de ce pays alors que leurs frères de classe des autres contrées européennes n'étaient pas encore prêts à engager le combat) ;

- black-out dans les médias sur les luttes ouvrières alternant avec une « couverture » sélective de ces mêmes luttes lorsque les manœuvres bourgeoises permettent d'en faire ressortir les points faibles (comme leur contrôle par les syndicats, les grèves longues et isolées ou les actions violentes dictées par le désespoir) ;

- promotion systématique des syndicats classiques partout où c'est encore possible moyennant leur radicalisation, la mise en avant, à travers un « contrôle léger » sur les ouvriers, de l'idée que ces derniers peuvent les utiliser à leur guise, en fonction de leurs besoins et de leurs objectifs.

Le syndicalisme a pu ainsi se livrer à un travail de sape multiforme utilisant :

- l'alternance entre manifestations violentes sans perspectives et des cortèges inoffensifs dans les quartiers bourgeois ;
- la dispersion et le défolement de la combativité dans une multiplication d'« actions » minoritaires ;
- la prétendue opposition entre la base et le sommet des syndicats ;

La classe ouvrière commence à recouvrer ses moyens

14) L'ampleur et la profondeur du recul subi par la classe ont rendu nécessaire de sa part tout un réapprentissage de ses méthodes de combat. Et depuis un an, les premiers signes d'une telle récupération ont commencé à se manifester :

- compréhension que la première victoire de la lutte ouvrière est la lutte elle-même, puisque cette dernière redonne à la classe confiance en elle et conscience de son identité ;
- dépassement de l'inhibition face aux licenciements ;
- nécessité de gagner massivement la rue, tous secteurs confondus ;
- refus des grèves longues ;
- solidarité spontanée entre les différents secteurs.

Si ces caractéristiques ont concerné plusieurs secteurs nationaux du prolétariat, c'est en Allemagne qu'elles se sont manifestées, de loin, avec le plus d'ampleur, notamment au cours de l'automne 1993. Il faut y voir l'indice d'une avancée sans précédent depuis plus de soixante ans du prolétariat de ce pays, classiquement le plus puissant et avancé de l'ensemble de la classe ouvrière internationale. Alors que cette partie de la classe avait été un des plus affectés par la contre-révolution, que sa

- l'émission de slogans corporatistes et même nationalistes ;

- la publicité faite à des objectifs et des thèmes démagogiques (comme un retour nostalgique aux grands combats de 1968), l'appel à une extension des luttes à contretemps.

Ce travail syndical met à profit l'hétérogénéité réelle qui existe entre différents secteurs de la classe, du point de vue du niveau et de la forme des attaques qu'elle subit d'un pays à l'autre ; entre le secteur public (où se maintient une certaine garantie de l'emploi dans beaucoup de pays) et le secteur privé (où la bourgeoisie essaie de terroriser les ouvriers avec la menace des licenciements).

En même temps que se déploient ces manœuvres tous azimuts de sabotage des luttes, la bourgeoisie veille à prévenir l'inévitable développement de la conscience qui va accompagner ces dernières. En particulier, si elle exploite jusqu'au bout le thème de la « mort du communisme », de la « faillite du marxisme », elle délègue à certains de ses secteurs de « gauche » la tâche d'annoncer la résurrection de ce même marxisme, qu'on prend soin, évidemment, de vider de son essence révolutionnaire.

combattivité et sa conscience avaient souffert du « miracle » de l'économie allemande après la seconde guerre mondiale, son retour sur le devant de la scène, tout en représentant un exemple pour les ouvriers des autres pays, témoigne de la profondeur et des potentialités de la reprise mondiale actuelle de la lutte ouvrière.

15) Ce redémarrage, compte tenu de l'envergure exceptionnelle du recul qui l'a précédé, devra nécessairement, dans un premier temps, passer par une étape de réappropriation des enseignements des vagues antérieures, particulièrement en ce qui concerne les pièges et manœuvres déployés par la bourgeoisie face à la combativité ouvrière. En ce sens, la dynamique du développement de la phase présente de combats ouvriers sera sensiblement différente de celle de la troisième vague, au milieu des années 80. Certes, les instruments classiques de la bourgeoisie seront du même type que ceux employés par le passé :

- mise en avant de la gauche dans l'opposition, particulièrement sous la forme syndicale ;
- partage des tâches entre les différents secteurs de la bourgeoisie, entre droite et gauche, entre composants de

cette dernière (PS, PC et gauchistes).

Cependant, alors que dans la vague précédente, ce sont rapidement les versions « radicales » du syndicalisme (« de base » ou « de combat », « coordinations », etc.) qui furent promues, aujourd'hui, les formes classiques du syndicalisme sont appelées à jouer un rôle de premier plan pour un bon moment encore dans la plupart des pays avancés. De même, l'effondrement des régimes stalinien des pays de l'Est, et des partis qui les dirigeaient, a constitué un facteur important de discrédit et d'affaiblissement des partis dits communistes, même si la catastrophe économique présente de ces pays vient relativiser ce phénomène. En ce sens, les formations gauchistes, notamment trotskistes, sont destinées à prendre une plus grande place à l'extrême gauche de l'appareil bourgeois d'encadrement de la classe, spécialement par une influence croissante au sein des syndicats.

16) Enfin, il importe de mettre en évidence que, pour toute une période :

- du fait de la profondeur du recul ;
 - du fait aussi de l'extrême gravité de la situation du capitalisme et des attaques contre le prolétariat, en particulier sous la forme du développement d'un chômage massif,
- les besoins immédiats de la lutte ouvrière se posent en d'autres termes que lors des combats du milieu de la décennie 80. En particulier, l'extension ne se pose pas d'emblée comme une exigence immédiate de la lutte. En ce sens, dans la période actuelle, le rôle des révolutionnaires au sein des luttes elles-mêmes sera beaucoup plus :

- de mettre en garde les ouvriers contre les manœuvres préventives et de sabotage de la part de la bourgeoisie, surtout à travers les syndicats ;
 - d'appeler les ouvriers aux assemblées générales permettant la discussion et la clarification dans leurs rangs, un développement de la confiance en soi de la classe et de son identité ;
 - de favoriser, quand c'est possible, les regroupements d'ouvriers de type « comités de lutte » ou « cercles de discussion », permettant à des minorités plus conscientes de se clarifier sur les buts et moyens des luttes immédiates ou du combat historique de leur classe
- Les révolutionnaires devront placer en avant les questions plus générales que posent la crise et l'impasse générales du capitalisme, notamment la question du chômage mais aussi celle des autres aspects fondamentaux de la vie de ce système comme la barbarie guerrière et la nécessité de la transformation de la société.

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'Est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du 20^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'ordre international. Ces guerres n'appartiennent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y

répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émulation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.